

A.L. CRÉÉ LE 24/03/2015 / MODIFIÉ LE 24/03/2015 À 11H20



Mgr Georges Pontier © Stéphane OUZOUNOFF/CIRIC

Mgr Georges Pontier, président de la Conférence des évêques de France, a ouvert l'Assemblée plénière de printemps qui réunit tous les évêques de France à Lourdes du 24 au 27 mars 2015 par un discours centré sur la responsabilité des citoyens et des politiques. Résumé en sept points

1. Les chrétiens persécutés

À l'approche de Pâques, Mgr Pontier consacre un long passage de son discours à ceux « *qui vivent le mystère pascal sous sa phase douloureuse, celle de la vie dure, celle des conséquences du manque de travail, de logement, de santé, d'accueil, celle des ruptures, des abandons, des calomnies, celles aussi des peurs, des incertitudes, du manque de perspectives* ». Il insiste ensuite sur les « *populations trop nombreuses qui vivent en guerre, soumises à des conflits qui n'en finissent pas, victimes d'exactions odieuses et barbares, d'attentats inqualifiables* », et rappelle que « *les frères chrétiens en sont les premières victimes, en Irak, en Syrie, en Lybie, au Nigeria, au Pakistan ou en bien d'autres lieux du monde* ». Et l'archevêque de Marseille de « *crier une fois de plus la nécessité d'un engagement convaincu et délibéré des forces politiques. Que s'ouvre en ces pays un avenir de paix où chacun sera reconnu comme un citoyen à part entière quels que soient sa religion, son origine, son sexe, son âge.* »

2. Vivre ensemble, un défi nécessaire

Mgr Pontier revient ensuite sur les « *forces de mort, forces de l'ombre, qui sont venues frapper à Paris des journalistes, des juifs, des policiers* » il y a deux mois et demi. « *Un tel événement nous engage aussi et nous met tous devant nos responsabilités* », martèle-t-il. « *Quelle société voulons-nous vivre et construire ensemble ? Quelles ressources allons-nous déployer pour que la devise de notre République, Liberté, Egalité, Fraternité, inspire les choix de notre société ? Il ne suffit pas de la proclamer et de la re-proclamer. Il s'agit de la mettre en œuvre. Cela suppose l'engagement de chacun et de tous. Cela suppose le respect de l'expression légitime des diversités qui composent notre société. Depuis ces événements des durcissements sont apparus. On s'en est parfois pris aux symboles religieux ou à des lieux leur appartenant. Aucune n'y a échappé.* » Il insiste également sur l'importance pour les différentes communautés de vivre ensemble : « *Comment ne pas dire à nos concitoyens de confession juive combien leur présence de citoyens français nous est précieuse et chère ? Comment ne pas dire à nos concitoyens de confession musulmane qu'il nous faut continuer à apprendre à vivre ensemble dans une société française qui a montré dans son histoire sa capacité à accueillir des populations venant la rejoindre ? Comment ne pas dire à nos concitoyens chrétiens de se tenir éloignés de toute peur, de toute tentation de repli sur soi et de manifester, les premiers, des gestes de pardon et de réconciliation ? Comment ne pas dire à nos concitoyens qui ne se reconnaissent dans aucune religion que c'est ensemble que nous voulons bâtir l'avenir de notre pays ?* »

3. Laïcité respectueuse

Le président de la CEF rappelle ensuite la vision de la laïcité développée par l'Eglise catholique : une laïcité « *gardienne de la liberté de conscience, de la liberté religieuse, de la liberté de culte, comme de celle de ne pas en avoir* », une laïcité qui « *veille à la paix civile tout en permettant le vivre ensemble de citoyens aux convictions*

diverses ». Pour Mgr Pontier, « on ne peut assurer cette paix en surveillant les uns, en leur demandant de renoncer à l'expression de leurs convictions religieuses tout en permettant à d'autres de les stigmatiser ».

4. L'Europe

Evoquant la « crise » en Ukraine et la « négociation difficile » avec la Grèce, Mgr Pontier pointe, en Europe, « une renationalisation de la pensée caractérisée par la méfiance affichée à l'égard de « l'autre » et l'idée que finalement on s'en sortirait mieux sans les autres en restant entre soi. Le retour à l'État-nation est brandi ici et là comme la solution à tous nos problèmes. » S'il reconnaît que « le système est imparfait et même incomplet », Mgr Pontier rappelle que « dans cette aventure européenne, « l'autre » n'est pas un ennemi mais un partenaire de longue date, dont il ne convient pas de se soucier uniquement par intérêt. L'avenir se construit en commun et la santé de chaque membre de la communauté est importante pour l'ensemble. C'est cette vision du bien commun, du bien de tous ceux qui vivent en Europe et en particulier des plus pauvres, qui doit guider nos choix politiques. »

5. Élections départementales

Au sujet des élections départementales et des prochaines régionales, le président de la CEF juge que « la perception parfois difficile des enjeux et des compétences territoriales peut expliquer en partie le nombre encore trop élevé d'abstentionnistes à ce premier tour de scrutin ». Mais il estime que « cela ne peut nous cacher le fait qu'il s'agit d'élire des responsables qui mettent en œuvre des politiques départementales et régionales qui rejaillissent sur notre vie concrète ». Et d'insister sur le fait que « les électeurs que nous sommes, avons le devoir de penser au moment de voter au contenu des propositions des divers candidats. Ils ne prennent pas tous en compte de la même manière la recherche du bien commun, le respect de la vie, le souci des plus pauvres et des migrants, l'accès aux biens les plus élémentaires pour tous, la mise en œuvre des solidarités les plus nécessaires, la réalité de notre société devenue plurielle. » Et de marteler : « Voter est l'acte citoyen le plus élémentaire et le plus nécessaire. S'abstenir n'est pas sans conséquence sur le résultat d'une élection. En toute hypothèse rien ne nous dédouane de notre responsabilité individuelle de citoyens. »

6. Le changement climatique

Évoquant ensuite la Conférence internationale sur les changements climatiques prévue au Bourget en décembre prochain, Mgr Pontier juge que « c'est une belle opportunité pour engager nos communautés dans un approfondissement de ces questions et de leurs conséquences. L'encyclique annoncée, que le Pape François consacrera à ce sujet, nous sera une aide précieuse. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui se sont déjà mis en marche et qui se retrouvent dans la coordination nationale créée à cet effet. »

7. L'importance de la famille

Six mois avant le second volet du synode sur la famille, le président de la Conférence des évêques de France a rappelé l'importance de ce temps de « mûrissement » et d'« approfondissement ». « Notre Église perçoit un appel à approfondir tout ce que la famille peut apporter à l'Église et au monde contemporain en s'appuyant sur l'Évangile et sa longue tradition. Elle souhaite le faire en se faisant proche de ceux et celles qui traversent des épreuves. Elle souhaite le faire comme une mère et une pédagogue qui sait accompagner chacun sur le chemin de sa vie pour relever ceux qui sont tombés ou qui souffrent, pour s'instruire de ce que l'Esprit dit de l'expérience de foi vécue par les baptisés, pour soutenir chacun dans le pas qu'il peut faire aujourd'hui dans l'écoute du Christ, sincère, libre, ouverte et responsable. » Et d'évoquer la journée entière prévue, au cours de cette Assemblée plénière, « pour échanger à partir de tout ce que nous avons entendu et vécu dans nos diocèses ». Ainsi, les évêques pourront « débattre autour des questions essentielles qui se posent à nous, celles d'une annonce renouvelée, joyeuse, porteuse de l'espérance de l'Évangile de la famille, celle de la formation affective, sexuelle et relationnelle des enfants et des jeunes, celle du

soutien apporté aux familles, celle de la juste attitude pastorale à promouvoir auprès de ceux et celles qui ont connu et connaissent des épreuves dans leur vie conjugale, familiale, ou dans le plus profond de leur être ».